

L'INPI a détecté une pièce justificative
et a procédé à son retrait dans le document.

TRAITÉ DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

- **La société "BLANC & NEVEUX",**

Société à responsabilité limitée au capital de 179.400 € dont le siège est situé à ANNEMASSE (74100) - 1, avenue des Buchillons et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de THONON-LES-BAINS sous le numéro : 420 322 729

Représentée par Monsieur Aurélien MAURICE, cogérant associé,

. Ci-après dénommée « **la Société Absorbante** »,

D'UNE PART,

ET :

▪ **La société "HEXACT AUDIT",**

Société par actions simplifiée au capital de 52.500 €, dont le siège social est situé à ANNEMASSE (74100) - 1, avenue des Buchillons et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de THONON-LES-BAINS sous le numéro : 746 620 376

. Représentée par Monsieur Frédéric BLANC, Président,

. Ci-après dénommée « **la Société Absorbée** »,

D'AUTRE PART,

La Société Absorbante et la Société Absorbée ci-après ensemble désignées les « Parties »,

FB

AM

CHAPITRE I : EXPOSÉ PRÉALABLE

I – Objet

L'opération prévue dans le présent traité de fusion emporte fusion de la Société Absorbée par la Société Absorbante dans les conditions prévues par les articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce régissant les fusions en droit français et notamment les articles L. 236-11 et L. 236-2 relatifs au régime simplifié de fusion.

La Société Absorbée apporte à la Société Absorbante, sous réserve de la réalisation définitive de la fusion, l'universalité de son patrimoine sous les conditions décrites aux présentes.

Si la fusion est réalisée :

- elle entraînera, à compter de la Date de Réalisation, la transmission universelle de patrimoine au profit de la Société Absorbante de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée ;
- le patrimoine de la Société Absorbée sera ainsi dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV. Il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à la Société Absorbée à cette époque, sans exception ni réserve ;
- à compter de la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV, la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée.

II – Caractéristiques des sociétés parties à la fusion

1/ La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée dont l'objet est, en France, dans les départements et territoires d'Outre-Mer et au sein des pays de la communauté européenne :

- L'exercice de la profession de Commissaire aux comptes.
- En outre, la société pourra remplir toutes les missions en France et à l'étranger pouvant être confiées à des Commissaires aux comptes en vertu de la loi des règlements en vigueur.
- Pour réaliser son objet, elle pourra créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vendre, gérer ou exploiter tous biens meubles ou immeubles.
- Et plus généralement, elle pourra réaliser toutes opérations financières, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant à l'un des objets spécifiés et qui sont compatibles avec celui-ci.

FB
AM

La durée de la Société Absorbante est de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans, et ce, à compter du 12 octobre 1998.

Le capital social de la Société Absorbante s'élève actuellement à CENT SOIXANTE DIX-NEUF MILLE QUATRE CENTS EUROS (179.400 €).

Il est divisé en HUIT CENT QUATRE VINGT DIX SEPT (897) parts sociales de DEUX CENTS EUROS (200 €) chacune, entièrement libérées, réparties de la manière suivante :

| | |
|-----------------------------------|--------------------|
| - La société BLANC FINANCES | 521 parts sociales |
| - Monsieur Frédéric BLANC..... | 4 parts sociales |
| - Monsieur François NEVEUX | 225 parts sociales |
| - La société KENTYANI..... | 48 parts sociales |
| - La société SEVEN INVEST | 48 parts sociales |
| - La société LOXLEY | 48 parts sociales |
| - Monsieur Nicolas DUNAND..... | 1 part sociale |
| - Monsieur Aurélien MAURICE..... | 1 part sociale |
| - Monsieur Steeve VERRIEST..... | 1 part sociale |

La société "BLANC & NEVEUX" est soumise à l'impôt sur les sociétés.

2/ La Société Absorbée est une société par actions simplifiée dont l'objet est :

- L'exercice des professions d'Expert-Comptable et/ou de Commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par les textes législatifs et réglementaires.
- Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées pour les textes législatifs et réglementaires.
- Elle peut notamment détenir des participations de toute nature, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'Ordre des experts-comptables.

La durée de la Société Absorbée, prorogée par Assemblée Générale Extraordinaire du 1er octobre 2020, expire le 30 septembre 2119.

FB
AM

Le capital social de la Société Absorbée s'élève actuellement à CINQUANTE DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (52 500 Euros). Il est divisé en DEUX MILLE CINQ CENTS (2.500) actions de VINGT ET UN (21) Euros chacune de valeur nominale, intégralement libérées.

Les actions de la Société Absorbée ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé.

A la date des présentes, la Société Absorbée n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des titres représentatifs de son capital social.

3/ La Société Absorbante détient 100 % du capital de la Société Absorbée.

4/ Les Sociétés Absorbante et Absorbée ont un dirigeant commun en la personne de Monsieur Frédéric BLANC, cogérant de la Société Absorbante et Président de la Société Absorbée.

III – Motifs et buts de la fusion

La présente fusion par voie d'absorption de la société "HEXACT AUDIT" par la société "BLANC & NEVEUX" vise à renforcer les synergies existantes entre la Société Absorbée et la Société Absorbante et à simplifier la gestion en regroupant les activités des deux sociétés au sein d'une seule entité.

Elle constitue donc une opération de restructuration interne destinée à permettre une simplification des structures actuelles.

Elle se traduira également par un allègement des coûts de gestion administrative du groupe et assurera la cohérence de l'organisation opérationnelle avec l'organisation juridique du groupe.

IV – Comptes servant de base à la fusion

En vertu de l'article R. 236-1 du code de commerce, modifié par le décret n) 2023-430 du 02 juin 2023, les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération ne figurent plus parmi les indications qui doivent être obligatoirement mentionnées dans le traité de fusion.

V – Méthodes d'évaluation

Les éléments d'actif et de passif apportés de la Société Absorbée sont apportés, conformément à la réglementation (PCG, art. 710-1 et 720-1), pour leur valeur nette comptable au 31 octobre 2024, date des derniers comptes annuels de la société HEXACT AUDIT.

FB
AM

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

En application de l'article L. 236-3, II du code de commerce, il ne sera pas procédé à l'échange d'actions de la Société Absorbante contre des actions de la Société Absorbée.

VI – Date d'effet de la fusion

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, il est précisé que la présente fusion aura, d'un point de vue comptable et fiscal, un effet rétroactif au **premier novembre deux mille vingt-quatre (1^{er} novembre 2024)** (la « Date d'Effet de la fusion »), date qui n'est pas antérieure à la date de clôture du dernier exercice clos de la Société Absorbée.

Cette rétroactivité n'a d'effet qu'entre les Parties.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, les opérations réalisées par la Société Absorbée à compter de la Date d'Effet de la fusion et jusqu'à la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV, seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la Société Absorbante qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du code de commerce, la Société Absorbée transmettra à la Société Absorbante tous les éléments composant son patrimoine, dans l'état où ledit patrimoine se trouvera à la date de réalisation de la fusion.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE II : APPORT-FUSION

I – Stipulations préalables

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, la Société Absorbée apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la Société Absorbante, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, sans exception ni réserve, qui constitueront son patrimoine à la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV.

Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la Société Absorbée devant être dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV.

FB
AM

La comptabilisation dans les comptes de la Société Absorbante des actifs apportés s'effectuera par la reprise, à l'identique, des valeurs brutes, des amortissements et des provisions pour dépréciation afférents à ces actifs figurant dans les comptes de la Société Absorbée arrêtés au 31 octobre 2024 et joints en **Annexe 1**.

II – Apport-fusion de la Société Absorbée

A) Actif apporté

| Actif immobilisé | Valeur brute | Amortissements et dépréciations | Valeur nette |
|---|------------------|---------------------------------|------------------|
| Éléments incorporels | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | 8.020 € | 8.020 € | - |
| Éléments corporels | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 12.737 € | 12.737 € | - |
| Immobilisations financières | | | |
| Autres immobilisations financières | 30 € | - | 30 € |
| Créances | | | |
| Clients | 164.966 € | 39.815 € | 125.151 € |
| Autres créances | 13.168 € | - | 13.168 € |
| Valeurs mobilières de placement | 240 € | - | 240 € |
| Disponibilités | 93.501 € | - | 93.501 € |
| Charges constatées d'avance | 1.914 € | - | 1.914 € |
| TOTAL | 294.576 € | 60.572 € | 234.004 € |

FR
mm

B) Passif pris en charge

| Passif | Valeur nette comptable |
|--|------------------------|
| Dettes fournisseurs | |
| Emprunts et dettes financières diverses | 10.852 € |
| Fournisseurs et comptes rattachés | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 59 € |
| Dettes fiscales et sociales | 114.117 € |
| Autres dettes | 2.124 € |
| Produits constatés d'avance | 23.205 € |
| TOTAL | 150.357 € |

C) Actif net apporté

Différence entre l'actif apporté et le passif pris en charge, l'actif net apporté par la société "HEXACT AUDIT" à la société "BLANC & NEVEUX" s'élève donc à :

| | |
|--|-----------------|
| - Total de l'actif..... | 234.004 € |
| - Total du passif..... | 150.357 € |
| | <hr/> |
| - Total de l'actif net apporté..... | 83.647 € |
| | <hr/> <hr/> |

III – Rémunération de l'apport-fusion

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-11-1 du Code de commerce, et dès lors que la Société Absorbante détient 100 % des actions de la Société Absorbée, il ne sera pas procédé à l'échange des actions de la Société Absorbée contre des parts sociales de la Société Absorbante.

FR
AM

L'apport-fusion objet du présent traité de fusion ne sera pas rémunéré par l'émission de nouvelles parts sociales de la Société Absorbante et ne donnera lieu à aucune augmentation de son capital ni à aucune détermination d'un rapport d'échange.

IV – Propriété et jouissance

La Société Absorbante sera propriétaire et entrera en possession des biens et droits apportés, à titre de fusion, à compter du jour de la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au chapitre IV et dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation de la fusion.

Entre la date de signature du présent traité de fusion et la Date de Réalisation de la fusion, le représentant de la Société Absorbée déclare qu'il continuera de gérer la Société Absorbée selon les mêmes principes que précédemment, et s'engage à demander l'accord préalable de la Société Absorbante pour tout acte important susceptible d'affecter les biens et droits apportés.

La Société Absorbante en aura jouissance rétroactivement à compter du 1^{er} novembre 2024.

Il est expressément stipulé que toutes les opérations effectuées par la Société Absorbée à compter du 1^{er} novembre 2024 jusqu'à la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au chapitre IV seront considérées de plein droit comme l'ayant été par la Société Absorbante, ladite Société Absorbante acceptant dès maintenant, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1^{er} novembre 2024.

À cet égard, le représentant de la Société Absorbée déclare qu'il n'a été fait depuis le 1^{er} novembre 2024 aucune opération autre que les opérations de gestion courante et qu'il s'engage à n'en faire aucune entre la date de la signature des présentes et celle de Date de Réalisation de la fusion telle que définie au chapitre IV.

Les sociétés reconnaissent que cette rétroactivité emporte un plein effet fiscal, dont elles s'engagent à accepter toutes les conséquences.

D'une manière générale, la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet de l'apport-fusion.

CHAPITRE III : Charges et conditions de la fusion

Les biens de la Société Absorbée apportés à la Société Absorbante sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

FB
AM

I – Énoncé des charges et conditions

A/ La Société Absorbante prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Société Absorbée, pour quelque cause que ce soit.

B/ Les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel que ce passif existera au jour de la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV.

Il est précisé que le montant du passif de la Société Absorbée à la date du 31 octobre 2024, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

La Société Absorbante prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent traité de fusion, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 31 octobre 2024, mais qui ne se révéleraient qu'après la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV.

II – Autres charges et conditions

L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :

A/ La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B/ La Société Absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C/ La Société Absorbante exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

D/ La Société Absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

FB
AM

E/ La Société Absorbante sera subrogée, à compter de la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV dans le bénéfice et la charge de tous contrats, traités, conventions, marchés de toute nature liant valablement la Société Absorbée à tout tiers pour l'exploitation de son activité ainsi que dans le bénéfice ou la charge de toutes autorisations administratives qui auraient été consenties à la Société Absorbée.

La Société Absorbante fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la Société Absorbée s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

F/ Conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail, tous les contrats de travail en cours au jour de la réalisation définitive de la fusion entre la Société Absorbée et ceux de ses salariés transférés à la Société Absorbante par l'effet de la loi et dont la liste est en **Annexe 2**, se poursuivront avec la Société Absorbante qui se substituera à la Société Absorbée du seul fait de la réalisation de la présente fusion.

III – Engagements de la Société Absorbée

La Société Absorbée prend les engagements ci-après :

A/ La Société Absorbée s'oblige jusqu'à la Date de Réalisation de la fusion telle que définie au Chapitre IV, à poursuivre l'exploitation de son activité, avec les mêmes principes que par le passé, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B/ Elle s'oblige à fournir à la Société Absorbante, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Elle devra, notamment, à première réquisition de la Société Absorbante, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou à l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, le représentant de la Société Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires, et en justifiera à la Société Absorbante dans les meilleurs délais avant la réalisation de la fusion.

FB

AM

D/ La Société Absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive des apports objet de la présente fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV : Conditions suspensives - Date de réalisation de la fusion

La présente fusion n'est soumise à aucune condition suspensive.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'y aura pas lieu à approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbante, ni par l'associée unique de la Société Absorbée.

En outre, Monsieur Aurélien MAURICE, ès-qualités, déclare qu'à sa connaissance, les associés de la Société Absorbante n'envisagent pas, à la date des présentes, d'user de la faculté offerte par l'article L. 236-11-1, 1° du Code de commerce de demander en justice la désignation d'un mandataire aux fins de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Absorbante pour qu'elle se prononce sur l'approbation de la fusion.

En conséquence, la Société Absorbée et la Société Absorbante conviennent que l'opération de fusion objet des présentes sera effective et deviendra définitive à la date du **31 décembre 2024** (Date limite de réalisation définitive de l'opération) à minuit (la « Date de Réalisation de la fusion ») sous réserve que la publicité prescrite par l'article L. 236-6, alinéa 2 du Code de commerce ait été réalisée trente jours au moins avant cette date.

À défaut, elle sera réalisée le lendemain de l'expiration du délai d'opposition des créanciers non obligataires prévu à l'article R. 236-8 du Code de commerce.

L'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de fusion.

CHAPITRE V : Déclarations générales

1) Déclarations générales de la Société Absorbée

Monsieur Frédéric BLANC, ès-qualités de Président, déclare que :

- la Société Absorbée n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

FR
AM

- elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;
- les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la Société Absorbante ont été régulièrement entreprises ;
- elle est propriétaire de son fonds de commerce pour l'avoir créé à la constitution de la société le 22 juin 1966 ;
- son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;
- le matériel et autres ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la Société Absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- elle ne détient aucun immeuble ni droit immobilier ;
- tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les Parties qui les ont visés ;
- la Société Absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

2) Déclarations générales de la Société Absorbante

Monsieur Aurélien MAURICE, ès-qualités, déclare que :

- la Société Absorbante n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- elle a la capacité et a obtenu les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent traité de fusion ;
- elle a la capacité et remplit les conditions légales pour exercer l'ensemble des activités de la Société Absorbée.

FR
AM

CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales

Dispositions générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions des articles 816, 817A du Code général des impôts et 301 F de l'annexe II du Code général des impôts. En conséquence, le présent traité de fusion sera enregistré gratuitement.

Impôt sur les sociétés

Ainsi qu'il en est convenu ci-dessus, les parties ont décidé de conférer à la fusion un effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} novembre 2024.

En conséquence, les résultats bénéficiaires et déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la Société Absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante.

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont deux personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés en France.

Les soussignées, ès-qualités, déclarent soumettre la présente fusion au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

À ce titre, la Société Absorbante s'engage expressément à respecter l'ensemble des engagements prévus à l'article 210 A du CGI, et notamment :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'opération de fusion, y compris les réserves réglementées figurant au bilan de cette société (CGI, art. 210 A-3, a) ;

MM FB

- à se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (CGI, art. 210 A-3, b) ;
- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (CGI, art. 210 A-3, c) ;
- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions fixées à l'article 210 A-3. d. du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Cet engagement comprend l'obligation de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables apportés, à l'imposition immédiate de la fraction de plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée (CGI, art. 210 A-3, d) ;
- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ou, à défaut, à comprendre dans ses résultats de l'exercice de la fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (CGI, art. 210 A-3, e) ;
- l'ensemble des apports étant transmis sur la base de leur valeur nette comptable, à reprendre à son bilan les écritures comptables de la Société Absorbée relatives aux éléments apportés (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la Société Absorbée.

La Société Absorbante s'engage par ailleurs à respecter les engagements déclaratifs suivants, pour autant qu'ils trouvent à s'appliquer :

- joindre à sa déclaration annuelle de résultat au titre de l'exercice au cours duquel est réalisée la fusion et, en tant que de besoin, des exercices suivants, un état de suivi des valeurs fiscales visé à l'article 54 septies du Code général des impôts et à l'article 38 quindecies de l'Annexe III du Code général des impôts ;
- tenir, le cas échéant, le registre de suivi des plus-values sur biens non amortissables et dont l'imposition a été reportée, prévu à l'article 54 septies II du Code général des impôts.

Taxe sur la valeur ajoutée

Les soussignées constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts. En conséquence, sont dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

FB
AM

La Société Absorbante et la Société Absorbée déclareront le montant total hors taxe des actifs transmis sur la ligne « Autres opérations non-imposables » de la déclaration de TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle la fusion est réalisée.

Conformément à l'article 257 bis précité, la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la Société Absorbée si elle avait continué à exploiter.

En outre, la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée et devra, si elle réalise des opérations dont la base d'imposition est assise sur la marge en application du e du 1 de l'article 266, de l'article 268 ou de l'article 297 A du Code général des impôts, la calculer en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la Société Absorbée si elle avait réalisé l'opération.

Le cas échéant, la Société Absorbante déclare qu'elle demandera le transfert du crédit de TVA déductible existant chez la Société Absorbée, en application de la documentation administrative 3 D-1411, § 73.

La Société Absorbante s'engage à adresser au Service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire faisant référence au présent traité de fusion, dans laquelle elle indiquera le montant du crédit de TVA qui lui sera transféré.

Autres taxes

La Société Absorbante sera subrogée dans les droits et obligations de la Société Absorbée au titre de la déclaration et du paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant éventuellement dus par cette dernière au jour de sa dissolution.

Le cas échéant, la Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée, à la Date d'effet de la fusion en ce qui concerne :

- la taxe d'apprentissage ;
- la participation au financement de la formation professionnelle continue ;
- la contribution sociale de solidarité des entreprises (CSS, art. D. 651-2 à D. 651-20).

CVAE

L'Absorbée reste redevable de la CVAE sur la valeur ajoutée qu'elle a produite depuis l'ouverture de l'exercice en cours à la Date de Réalisation de la fusion jusqu'à cette date. Il en est ainsi même si les parties ont conféré un effet rétroactif à l'opération. Le taux de la CVAE est déterminé en fonction du chiffre d'affaires qu'elle a réalisé au cours de la période considérée, ajusté pour correspondre à une année pleine (CGI, art. 1586 quinquies, II).

FB
AM

L'Absorbante doit pour sa part calculer sa valeur ajoutée donnant prise à la CVAE au titre de l'année de la fusion en incorporant celle produite par les établissements transférés depuis la Date de Réalisation de la fusion.

Opérations antérieures – Subrogation générale

Le cas échéant, la Société Absorbante s'engage à reprendre en tant que de besoin, le bénéfice et/ou la charge de tous engagements de nature fiscale relatifs aux éléments d'actifs lui étant transmis dans le cadre de la présente fusion, qui auraient pu être antérieurement souscrits par la Société Absorbée à l'occasion d'opérations ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement, d'impôt sur les sociétés ou de taxes sur le chiffre d'affaires, et notamment à l'occasion d'opérations de fusion ou d'apports partiels d'actifs soumises aux dispositions des articles 210 A et 210 B du Code général des impôts.

CHAPITRE VII : Dispositions diverses

I – Formalités

La Société Absorbante remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

II – Désistement

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

FD
A17

III – Remise de titres – livres comptables et documents

Il sera remis à la Société Absorbante lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

IV – Frais et droits

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société Absorbante, ainsi que son représentant l'y oblige.

V – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels que figurant en tête des présentes.

VI – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

VII – Affirmation de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et reconnaissent être informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

FB
AM

VIII – Droit applicable – Attribution de compétence

Le présent traité de fusion et les opérations qu'il décrit sont soumis au droit français.

Tout litige qui pourrait survenir entre les Parties relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution, du présent traité de fusion sera soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce de THONON-LES-BAINS.

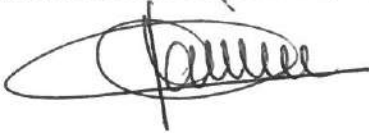
IX – Annexes

Les annexes font partie intégrante du traité de fusion.

Fait à ANNEMASSE
En deux exemplaires originaux
Le 22 novembre 2024.

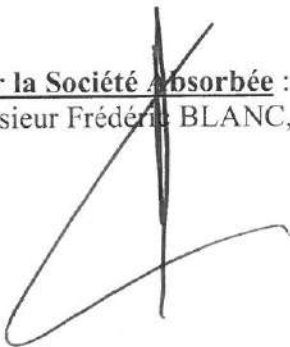
Pour la Société Absorbante :

Monsieur Aurélien MAURICE, cogérant



Pour la Société Absorbée :

Monsieur Frédéric BLANC, Président,



ANNEXE 1

COMPTES DE REFERENCE

Comptes annuels au 31 octobre 2024.

The image shows two handwritten signatures in black ink. The first signature on the left is a cursive name, possibly 'J. L. L.', written over a horizontal line. The second signature on the right is a stylized, vertical mark that resembles a large '4' or a similar character.

HEXACT

SOUTENIR ET ÉCLAIRER

SAS HEXACT AUDIT

EXPERTISE COMPTABLE

525 rue Maurice HERZOG

73420 MERY

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/10/2024

SIRET : 74662037600069

HEXACT AUDIT 525 Rue Maurice Herzog - Savoie Hexapole 73420 Méry - SAS au capital de 52 500 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.
RCS Chambéry 746 620 376 - APE 6920Z - N°TVA Intracom FR 93 746 620 376
Tél 04 79 35 07 99 - www.hexact.net - ak@hexact.net

AM / FB

Sommaire

Exercice du 01/01/2024 au 31/10/2024

| | |
|----------------------------------|---|
| Bilan Actif | 1 |
| Bilan Passif | 2 |
| Détail de l'Actif | 3 |
| Détail du Passif | 4 |
| Détail du Compte de Résultat | 5 |
| Soldes Intermédiaires de Gestion | 8 |

FR
AN

Bilan Actif

| | | 31/10/2024 | | | 31/12/2023 |
|--|--|----------------|-------------------|----------------|----------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| Etat exprimé en euros | | | | | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de développement | | | | |
| | Concessions brevets droits similaires | 8 020 | 8 020 | | 107 899 |
| | Fonds commercial (1) | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, mat. et outillage indus. | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 12 737 | 12 737 | | |
| Immobilisations en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | | |
| Autres participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 30 | | 30 | 30 | |
| TOTAL (II) | 20 787 | 20 757 | 30 | 107 929 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | 5 408 |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et Acomptes versés sur commandes | | | | |
| CREANCES (3) | | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 164 966 | 39 815 | 125 151 | 322 347 | |
| Autres créances | 13 168 | | 13 168 | 82 381 | |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | | |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 240 | | 240 | 176 042 | |
| DISPONIBILITES | 93 501 | | 93 501 | 204 986 | |
| COMPTES DE REGULARISATION | Charges constatées d'avance | 1 914 | | 1 914 | 1 902 |
| | TOTAL (III) | 273 790 | 39 815 | 233 975 | 793 067 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | |
| Ecarts de conversion actif (VI) | | | | | |
| TOTAL ACTIF (I à VI) | 294 577 | 60 572 | 234 005 | 900 996 | |

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

30

30

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

| Etat exprimé en euros | | 31/10/2024 | 31/12/2023 |
|--|---|----------------|---------------|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation | 52 500 | 52 500 |
| | RESERVES | | |
| | Réserve légale | 5 250 | 5 250 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | 180 287 |
| | Autres réserves | 52 | |
| | Report à nouveau | (145 569) | |
| | Résultat de l'exercice | 171 415 | 24 196 |
| Subventions d'investissement Provisions réglementées | | | |
| Total des capitaux propres | 83 647 | 262 233 | |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées | | |
| | Total des autres fonds propres | | |
| Provisions | Provisions pour risques Provisions pour charges | | |
| | Total des provisions | | |
| DETTES (1) | DETTES FINANCIERES | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (3) | 10 852 | 836 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 59 | 288 077 |
| Dettes fiscales et sociales | 114 117 | 91 923 | |
| DETTES DIVERSES | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 2 124 | 2 042 | |
| Produits constatés d'avance (1) | 23 205 | 255 885 | |
| Total des dettes | 150 357 | 638 763 | |
| Ecart de conversion passif | | | |
| TOTAL PASSIF | 234 005 | 900 996 | |
| Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 171 414,57 | 24 196,27 | |
| (1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 150 357 | 638 763 | |
| (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | | |

Détail de l'Actif

| Etat exprimé en euros | | 01/01/2024 | 10 | 01/01/2023 | 12 | Variations | |
|---|-----------------------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|------------------|----------------|
| | | 31/10/2024 | mois | 31/12/2023 | mois | | |
| Capital souscrit non appelé | | | | | | | |
| TOTAL II - Actif Immobilisé NET | | 30 | 0,01 | 107 929 | 11,98 | (107 899) | -99,97 |
| Concessions brevets et droits similaires | | | | | | | |
| 20500000 | BREVETS LICENCES | 8 020 | 3,43 | 8 020 | 0,89 | | |
| 28050000 | AMORTISSEMENT DES CONCESSIONS | (8 020) | -3,43 | (8 020) | -0,89 | | |
| Fonds Commercial | | | | 107 899 | 11,98 | (107 899) | -100,00 |
| 20700000 | FONDS COMMERCIAL | | | 107 899 | 11,98 | (107 899) | -100,00 |
| Autres immobilisations corporelles | | | | | | | |
| 21830000 | MATERIEL DE BUREAU ET INFOR. | 12 737 | 5,44 | 12 737 | 1,41 | | |
| 28183000 | AMORTS MAT. DE BUREAU ET INFO | (12 737) | -5,44 | (12 737) | -1,41 | | |
| Autres immobilisations financières | | 30 | 0,01 | 30 | | | |
| 27500100 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS A - D | 30 | 0,01 | 30 | | | |
| TOTAL III - Actif Circulant NET | | 233 975 | 99,99 | 793 067 | 88,02 | (559 093) | -70,50 |
| En-cours de production de services | | | | 5 408 | 0,60 | (5 408) | -100,00 |
| 34500000 | PRESTATIONS SERVICES EN COURS | | | 5 408 | 0,60 | (5 408) | -100,00 |
| Créances clients et comptes rattachés | | 125 151 | 53,48 | 322 347 | 35,78 | (197 195) | -61,17 |
| 041D | Collectif clients débiteurs | 117 195 | 50,08 | 299 210 | 33,21 | (182 015) | -60,83 |
| 041D 110000 | CLIENTS INTRAGROUPE | | | 7 963 | 0,88 | (7 963) | -100,00 |
| 041D 6 | CLIENTS DOUTEUX | 47 771 | 20,41 | 45 022 | 5,00 | 2 749 | 6,11 |
| 49100000 | PROV. PR DEPR. CPTES CLIENTS | (39 815) | -17,01 | (29 849) | -3,31 | (9 966) | -33,39 |
| Autres créances | | 13 168 | 5,63 | 82 381 | 9,14 | (69 213) | -84,02 |
| 040D 100000 | FOURNISSEURS | | | 815 | 0,09 | (815) | -100,00 |
| 43870000 | ORGANISMES SOCIAUX PAR | 41 | 0,02 | 25 | | 15 | 39,61 |
| 44400000 | ETAT-IMPOT SUR LES BENEFICES | | | 12 006 | 1,33 | (12 006) | -100,00 |
| 44566000 | ETAT-TVA DEDUCTIBLE SUR BIENS | | | 39 900 | 4,43 | (39 900) | -100,00 |
| 44567000 | CREDIT TVA A REPORTER | 13 118 | 5,61 | | | 13 118 | |
| 44586000 | ETAT-TVA SUR FACT. NON PARVEN. | 10 | | 7 200 | 0,80 | (7 190) | -99,86 |
| 44587000 | ETAT-TVA SUR FACT. A ETABLIR | | | 214 | 0,02 | (214) | -100,00 |
| 45110000 | HEXACT | | | 22 220 | 2,47 | (22 220) | -100,00 |
| Valeurs mobilières de placement | | 240 | 0,10 | 176 042 | 19,54 | (175 802) | -99,86 |
| 50800000 | CAISSE D'EPARGNE CPT E EXCEDENT P | 240 | 0,10 | 176 042 | 19,54 | (175 802) | -99,86 |
| Disponibilités | | 93 501 | 39,96 | 204 986 | 22,75 | (111 486) | -54,39 |
| 51221000 | CREDIT AGRICOLE | 7 955 | 3,40 | 13 464 | 1,49 | (5 509) | -40,92 |
| 51222000 | CAISSE D'EPARGNE DES ALPES | 85 546 | 36,56 | 191 522 | 21,26 | (105 976) | -55,33 |
| Charges constatées d'avance | | 1 914 | 0,82 | 1 902 | 0,21 | 11 | 0,60 |
| 48600000 | CHARGES CONST ATEES D'AVANCE | 1 914 | 0,82 | 1 902 | 0,21 | 11 | 0,60 |
| TOTAL DU BILAN ACTIF | | 234 005 | 100,00 | 900 996 | 100,00 | (666 991) | -74,03 |

FB
M

Détail du Passif

| Etat exprimé en euros | | 01/01/2024 31/10/2024 | 10 mois | 01/01/2023 31/12/2023 | 12 mois | Variations | % |
|---|--------------------------------|--------------------------|---------------|--------------------------|---------------|------------------|---------------|
| TOTAL I - Capitaux propres | | 83 647 | 35,75 | 262 233 | 29,10 | (178 585) | -68,10 |
| Capital Social ou individuel | | 52 500 | 22,44 | 52 500 | 5,83 | | |
| 10131000 | CAPITAL | 52 500 | 22,44 | 52 500 | 5,83 | | |
| Réserve légale | | 5 250 | 2,24 | 5 250 | 0,58 | | |
| 10611000 | RESERVE LEGALE | 5 250 | 2,24 | 5 250 | 0,58 | | |
| Autres réserves | | 52 | 0,02 | 180 287 | 20,01 | (180 235) | -99,97 |
| 10688000 | RESERVES DIVERSES | 52 | 0,02 | 180 287 | 20,01 | (180 235) | -99,97 |
| Report à nouveau | | (145 569) | -62,21 | | | (145 569) | |
| 12090000 | ACOMPTES SUR DIVIDENDES | (145 569) | -62,21 | | | (145 569) | |
| Résultat de l'exercice | | 171 415 | 73,25 | 24 196 | 2,69 | 147 218 | 608,43 |
| TOTAL II - Autres fonds propres | | | | | | | |
| TOTAL III - Total des Provisions | | | | | | | |
| TOTAL IV - Total des dettes | | 150 357 | 64,25 | 638 763 | 70,90 | (488 406) | -76,46 |
| Emprunts et dettes financières divers | | 10 852 | 4,64 | 836 | 0,09 | 10 016 | N/S |
| 45110000 | HEXACT | 10 852 | 4,64 | | | 10 852 | |
| 45120000 | CALIGO | | | 836 | 0,09 | (836) | -100,00 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 59 | 0,03 | 288 077 | 31,97 | (288 018) | -99,98 |
| 040C 100000 | FOURNISSEURS | | | 8 393 | 0,93 | (8 393) | -100,00 |
| 040C 110000 | FOURNISSEURS INTRAGROUPE | | | 236 484 | 26,25 | (236 484) | -100,00 |
| 40810000 | FOURNISSEURS-FACTURES NON PARV | 59 | 0,03 | 43 200 | 4,79 | (43 141) | -99,86 |
| Dettes fiscales et sociales | | 114 117 | 48,77 | 91 923 | 10,20 | 22 194 | 24,14 |
| 42820000 | DETTES PROV. PR CONGES A PAYER | 3 613 | 1,54 | 6 966 | 0,77 | (3 353) | -48,13 |
| 42860000 | PERSONNEL-CHARGES A PAYER | 23 150 | 9,89 | 2 674 | 0,30 | 20 476 | 765,74 |
| 43100000 | SECURITE SOCIALE | 4 923 | 2,10 | 6 991 | 0,78 | (2 068) | -29,58 |
| 43700000 | AGRR | 1 358 | 0,58 | 1 704 | 0,19 | (347) | -20,34 |
| 43702000 | GENERALI VIE MUTUELLE | 853 | 0,36 | 568 | 0,06 | 286 | 50,33 |
| 43708000 | CAVEC | 375 | 0,16 | 1 052 | 0,12 | (677) | -64,35 |
| 43710000 | APICIL | 317 | 0,14 | 949 | 0,11 | (632) | -66,62 |
| 43731000 | PARITARISME | 18 | 0,01 | | | 18 | |
| 43820000 | CH. SOCIALES S/ CONGES A PAYER | 1 183 | 0,51 | 2 123 | 0,24 | (941) | -44,30 |
| 44210000 | PRELEVEMENT A LA SOURCE | 456 | 0,19 | 430 | 0,05 | 26 | 6,10 |
| 44400000 | ETAT-IMPOT SUR LES BENEFICES | 50 297 | 21,49 | | | 50 297 | |
| 44551000 | ETAT-TVA A DECAISSER | | | 9 842 | 1,09 | (9 842) | -100,00 |
| 44571000 | ETAT - TVA COLLECTEE | 26 903 | 11,50 | 58 415 | 6,48 | (31 512) | -53,94 |
| 44571100 | TVA COLLECTEE 8.50% | 109 | 0,05 | 71 | 0,01 | 37 | 52,38 |
| 44860000 | ETAT-CHARGES A PAYER | 443 | 0,19 | | | 443 | |
| 44862000 | ETAT TAXE D'APPRENTISSAGE | 119 | 0,05 | 137 | 0,02 | (18) | -13,04 |
| Autres dettes | | 2 124 | 0,91 | 2 042 | 0,23 | 83 | 4,04 |
| 041C | Collectif clients créditeurs | 2 124 | 0,91 | 756 | 0,08 | 1 368 | 180,84 |
| 41980000 | AVOIRS A ETABLIR | | | 1 285 | 0,14 | (1 285) | -100,00 |
| Produits constatés d'avance | | 23 205 | 9,92 | 255 885 | 28,40 | (232 680) | -90,93 |
| 48710100 | PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 23 205 | 9,92 | 255 885 | 28,40 | (232 680) | -90,93 |
| TOTAL DU BILAN PASSIF | | 234 005 | 100,00 | 900 996 | 100,00 | (666 991) | -74,03 |

Détail du Compte de Résultat

| Etat exprimé en euros | | 01/01/2024 | 10 | 01/01/2023 | 12 | Variations % | |
|---|--------------------------------|-------------------|---------------|--------------------|---------------|---------------------|----------------|
| | | 31/10/2024 | mois | 31/12/2023 | mois | | |
| Total des produits d'exploitation | | 710 394,34 | 147,70 | 711 568,93 | 93,23 | (1 174,59) | -0,17 |
| Ventes de marchandises | | | | | | | |
| Production vendue Biens | | | | | | | |
| Production vendue Services + Travaux | | 480 957,09 | 100,00 | 763 201,59 | 100,00 | (282 244,50) | -36,98 |
| Production vendue Services FRANCE | | 480 957,09 | 100,00 | 763 201,59 | 100,00 | (282 244,50) | -36,98 |
| 70610100 | HONORAIRES COMPTABLES | 88 141,00 | 18,33 | 182 454,00 | 23,91 | (94 313,00) | -51,69 |
| 70610200 | PRESTATIONS INFORMATIQUES | 1 330,00 | 0,28 | 13 376,00 | 1,75 | (12 046,00) | -90,06 |
| 70610300 | FOURNITURES DE BUREAU | 25 075,59 | 5,21 | 33 883,34 | 4,44 | (8 807,75) | -25,99 |
| 70610301 | FOURNITURES DE BUREAU TVA 8.5% | 80,00 | 0,02 | 118,50 | 0,02 | (38,50) | -32,49 |
| 70610400 | HONORAIRES JURIDIQUES | | | 830,00 | 0,11 | (830,00) | -100,00 |
| 70610500 | HONORAIRES COMMISSARIAT AUX CO | 325 114,00 | 67,60 | 476 297,00 | 62,41 | (151 183,00) | -31,74 |
| 70610501 | HONO. CAC TVA REDUITE 8.5% | 1 200,00 | 0,25 | 1 950,00 | 0,26 | (750,00) | -38,46 |
| 70610700 | HONORAIRES SOCIAL | 35 120,50 | 7,30 | 47 656,75 | 6,24 | (12 536,25) | -26,31 |
| 70680000 | REFACTURATION INTRAGROUPE | 4 896,00 | 1,02 | 6 636,00 | 0,87 | (1 740,00) | -26,22 |
| Montant net du chiffre d'affaires | | 480 957,09 | 100,00 | 763 201,59 | 100,00 | (282 244,50) | -36,98 |
| Production stockée | | 227 272,00 | 47,25 | (55 142,00) | -7,23 | 282 414,00 | 512,16 |
| 71345000 | VARIATION TX EN COURS | (5 408,00) | -1,12 | (3 097,00) | -0,41 | (2 311,00) | -74,62 |
| 71345500 | VARIATION PRODUITS CONSTATES D | 232 680,00 | 48,38 | (52 045,00) | -6,82 | 284 725,00 | 547,07 |
| Reprises sur amts, dépréciations et provisions | | | | 3 480,97 | 0,46 | (3 480,97) | -100,00 |
| 78174000 | REP. S/ PROV PR DEPRECIATION | | | 2 006,50 | 0,26 | (2 006,50) | -100,00 |
| 79100000 | TRANSFERT DE CHARGES | | | 1 474,47 | 0,19 | (1 474,47) | -100,00 |
| Autres produits d'exploitation | | 2 165,25 | 0,45 | 28,37 | | 2 136,88 | N/S |
| 75800000 | PRODUITS DIVERS | 205,25 | 0,04 | 28,37 | | 176,88 | 623,48 |
| 75820600 | OPCO | 1 960,00 | 0,41 | | | 1 960,00 | |
| Total des charges d'exploitation | | 554 140,06 | 115,22 | 680 185,48 | 89,12 | (126 045,42) | -18,53 |
| Autres achats et charges externes | | 333 228,99 | 69,28 | 433 371,46 | 56,78 | (100 142,47) | -23,11 |
| 60400000 | INTRAGROUPE ADMINISTRATIF | 20 700,00 | 4,30 | 24 300,00 | 3,18 | (3 600,00) | -14,81 |
| 60415000 | INTRAGROUPE COMPTA CLIENTS | 115 943,00 | 24,11 | 159 045,00 | 20,84 | (43 102,00) | -27,10 |
| 60430000 | INTRAGROUPE SOCIAL | 29 950,00 | 6,23 | 39 623,00 | 5,19 | (9 673,00) | -24,41 |
| 60440000 | INTRAGROUPE INFORMATIQUE | 2 270,00 | 0,47 | 3 490,00 | 0,46 | (1 220,00) | -34,96 |
| 60450000 | INTRAGROUPE CAC | 65 023,00 | 13,52 | 97 615,00 | 12,79 | (32 592,00) | -33,39 |
| 60455000 | SOUS TRAITANCE TRAVAUX CAC | 19 961,73 | 4,15 | | | 19 961,73 | |
| 60460000 | INTRAGROUPE EC | 24 000,00 | 4,99 | 36 000,00 | 4,72 | (12 000,00) | -33,33 |
| 60632000 | PETIT MATERIEL BUREAU | | | 134,00 | 0,02 | (134,00) | -100,00 |
| 60640000 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | | | 244,00 | 0,03 | (244,00) | -100,00 |
| 61322000 | LOYERS | 16 000,00 | 3,33 | 24 000,00 | 3,14 | (8 000,00) | -33,33 |
| 61523000 | ENTRETIEN DES CONSTRUCTIONS | | | 469,43 | 0,06 | (469,43) | -100,00 |
| 61560000 | MAINTENANCE | | | 346,20 | 0,05 | (346,20) | -100,00 |
| 61560100 | MAINTENANCE INFORMATIQUE | 1 953,69 | 0,41 | 1 866,63 | 0,24 | 87,06 | 4,66 |
| 61560300 | JEDECLARE | 1 201,04 | 0,25 | 1 314,56 | 0,17 | (113,52) | -8,64 |
| 61610000 | ASSURANCE MULTIRISQUES | 272,95 | 0,06 | 281,50 | 0,04 | (8,55) | -3,04 |
| 61613000 | ASSURANCES RC PROFESSIONNELLE | 999,23 | 0,21 | 903,66 | 0,12 | 95,57 | 10,58 |
| 61620000 | ASSURANCE DEPLACEMENTS PRO | 501,23 | 0,10 | 491,75 | 0,06 | 9,48 | 1,93 |
| 61650000 | ASSURANCE CYBERISQUES | 60,78 | 0,01 | 62,68 | 0,01 | (1,90) | -3,03 |
| 61810000 | DOCUMENTATION GENERALE | | | 7 203,95 | 0,94 | (7 203,95) | -100,00 |
| 61830000 | FORMATIONS | 1 390,00 | 0,29 | 3 720,00 | 0,49 | (2 330,00) | -62,63 |
| 62266000 | HONORAIRES CAC | 1 000,00 | 0,21 | | | 1 000,00 | |
| 62460000 | PEAGES AUTOROUTES | 478,82 | 0,10 | 130,31 | 0,02 | 348,51 | 267,45 |
| 62510000 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS | | | 10,94 | | (10,94) | -100,00 |

Détail du Compte de Résultat

| Etat exprimé en euros | | 01/01/2024 31/10/2024 | 10 mois | 01/01/2023 31/12/2023 | 12 mois | Variations | % |
|---|---------------------------------|--------------------------|--------------|--------------------------|--------------|--------------------|---------------|
| 62510100 | FRAIS DEPLACEMENT SALARIES | 12 394,71 | 2,58 | 15 329,77 | 2,01 | (2 935,06) | -19,15 |
| 62750000 | SERVICES BANCAIRES | 2 484,86 | 0,52 | 2 414,33 | 0,32 | 70,53 | 2,92 |
| 62810000 | COTISATIONS | 16 643,95 | 3,46 | 14 374,75 | 1,88 | 2 269,20 | 15,79 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | 2 140,65 | 0,45 | 2 383,37 | 0,31 | (242,72) | -10,18 |
| 63330000 | PARTICIPATION A LA FORMATION | 729,02 | 0,15 | 838,12 | 0,11 | (109,10) | -13,02 |
| 63350000 | TAXE APPRENTISSAGE | 901,30 | 0,19 | 1 036,25 | 0,14 | (134,95) | -13,02 |
| 63511000 | CFE | 510,33 | 0,11 | 509,00 | 0,07 | 1,33 | 0,26 |
| Salaires et traitements | | 159 074,61 | 33,07 | 164 410,37 | 21,54 | (5 335,76) | -3,25 |
| 64110000 | SALAIRES | 130 916,20 | 27,22 | 155 955,51 | 20,43 | (25 039,31) | -16,06 |
| 64120000 | CONGES A PAYER | (3 353,25) | -0,70 | 1 606,86 | 0,21 | (4 960,11) | -308,68 |
| 64130000 | PRIMES A PAYER | 4 633,00 | 0,96 | 2 000,00 | 0,26 | 2 633,00 | 131,63 |
| 64131000 | PRIMES INTERESSEMENT | 23 186,00 | 4,82 | 4 848,00 | 0,64 | 18 338,00 | 378,26 |
| 64140000 | INDEMNITES ET AVANT AGES DIVERS | 350,00 | 0,07 | | | 350,00 | |
| 64143000 | INDEMNITE DE RUPTURE CONVENTIO | 3 342,66 | 0,70 | | | 3 342,66 | |
| Charges sociales du personnel | | 49 716,77 | 10,34 | 57 199,49 | 7,49 | | |
| 64510000 | URSSAF | 29 732,87 | 6,18 | 33 694,75 | 4,41 | | |
| 64520000 | MUTUELLE | 3 817,47 | 0,79 | 3 870,05 | 0,51 | | |
| 64530000 | RETRAITE, PREVOYANCE, MUTUELLE | 8 632,51 | 1,79 | 9 890,04 | 1,30 | | |
| 64535000 | CAVEC SALAIRES | 2 293,87 | 0,48 | 2 524,20 | 0,33 | | |
| 64540000 | COTISATIONS AUX ASSEDIC | 5 655,71 | 1,18 | 6 395,42 | 0,84 | | |
| 64581000 | CHARGES SUR CONGES A PAYER | (39,42) | -0,01 | | | | |
| 64750000 | MEDECINE DU TRAVAIL | 525,00 | 0,11 | 400,00 | 0,05 | | |
| 64820000 | CH.SOCIALES SUR CP | (901,24) | -0,19 | 425,03 | 0,06 | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | 9 966,30 | 2,07 | 22 689,15 | 2,97 | (12 722,85) | -56,07 |
| 68174000 | DOTATION AUX PROV. PR DEPREC. | 9 966,30 | 2,07 | 22 689,15 | 2,97 | (12 722,85) | -56,07 |
| Autres charges de gestion courante | | 12,74 | | 131,64 | 0,02 | (118,90) | -90,32 |
| 65800000 | CHARGES DE GESTION COURANTE | 12,74 | | 131,64 | 0,02 | (118,90) | -90,32 |
| Résultat d'exploitation | | 156 254,28 | 32,49 | 31 383,45 | 4,11 | 124 870,83 | 397,89 |
| Total des produits financiers | | 198,03 | 0,04 | 263,82 | 0,03 | (65,79) | -24,94 |
| Produits nets sur cessions de val.mob de placement | | 198,03 | 0,04 | 263,82 | 0,03 | (65,79) | -24,94 |
| 76700000 | PRODUITS NETS CESSION DE VMP | 198,03 | 0,04 | 263,82 | 0,03 | (65,79) | -24,94 |
| Total des charges financières | | | | | | | |
| Résultat financier | | 198,03 | 0,04 | 263,82 | 0,03 | (65,79) | -24,94 |
| Résultat courant avant impôts | | 156 452,31 | 32,53 | 31 647,27 | 4,15 | 124 805,04 | 394,36 |
| Total des produits exceptionnels | | 180 000,00 | 37,43 | | | 180 000,00 | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | 180 000,00 | 37,43 | | | 180 000,00 | |
| 77510000 | PRODUITS DE CESSION IMMO INCO | 180 000,00 | 37,43 | | | 180 000,00 | |
| Total des charges exceptionnelles | | 107 898,74 | 22,43 | | | 107 898,74 | |
| Charges exceptionnelles sur opération en capital | | 107 898,74 | 22,43 | | | 107 898,74 | |
| 67510000 | VCEAC - IMMO - INCORP | 107 898,74 | 22,43 | | | 107 898,74 | |

Détail du Compte de Résultat

| Etat exprimé en euros | 01/01/2024 10 | | 01/01/2023 12 | | Variations | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|-------------------|---------------|
| | 31/10/2024 | mois | 31/12/2023 | mois | | % |
| Résultat exceptionnel | 72 101,26 | <i>14,99</i> | | | 72 101,26 | |
| Impôts sur les bénéfices | 57 139,00 | <i>11,88</i> | 7 451,00 | <i>0,98</i> | 49 688,00 | <i>666,86</i> |
| 69500000 IMPOTS SUR LES SOCIETES | 57 139,00 | <i>11,88</i> | 7 912,00 | <i>1,04</i> | 49 227,00 | <i>622,18</i> |
| 69930000 CREDIT D'IMPOT FORMATION DIRIGE | | | (461,00) | <i>-0,06</i> | 461,00 | <i>100,00</i> |
| Résultat de l'exercice | 171 414,57 | <i>35,64</i> | 24 196,27 | <i>3,17</i> | 147 218,30 | <i>608,43</i> |

FB
Am

Soldes Intermédiaires de Gestion

| Etat exprimé en euros | 01/01/2024 | 10 | 01/01/2023 | 12 | Ecart | % |
|--|--------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|
| | 31/10/2024 | mois | 31/12/2023 | mois | | |
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 480 957 | <i>100,00</i> | 763 202 | <i>100,00</i> | (282 245) | <i>-36,98</i> |
| Ventes de marchandises - Achats de marchandises - Variation stocks de marchandises | | | | | | |
| MARGE COMMERCIALE (a) | | | | | | |
| Production vendue + Variation production stockée + Production immobilisée | 480 957 227 272 | <i>100,00</i> <i>47,25</i> | 763 202 (55 142) | <i>100,00</i> <i>-7,23</i> | (282 245) 282 414 | <i>-36,98</i> <i>-512,1</i> |
| PRODUCTION DE L'EXERCICE | 708 229 | <i>147,25</i> | 708 060 | <i>92,77</i> | 170 | <i>0,02</i> |
| - Achats stockés approvisionnement - Variation des stocks et approvisionnement - Achats de sous-traitance directe | | | | | | |
| MARGE BRUTE PRODUCTION (b) | 430 381 | <i>60,77</i> | 347 987 | <i>49,15</i> | 82 395 | <i>23,68</i> |
| MARGES (Commerciale + Production) | 430 381 | <i>89,48</i> | 347 987 | <i>45,60</i> | 82 395 | <i>23,68</i> |
| - Achats non stockés (c) - Autres charges externes (c) | | | 378 72 920 | <i>0,05</i> <i>9,55</i> | (378) (17 539) | <i>-100,0</i> <i>-24,05</i> |
| CONSUMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS | 333 229 | <i>69,28</i> | 433 371 | <i>56,78</i> | (100 142) | <i>-23,11</i> |
| VALEUR AJOUTÉE PRODUITE (a+b-c) | 375 000 | <i>77,97</i> | 274 688 | <i>35,99</i> | 100 312 | <i>36,52</i> |
| + Subventions d'exploitation - Impôts, taxes sur rémunérations - Autres impôts et taxes - Salaires et traitements - Charges sociales | | | | | | |
| EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION | 164 068 | <i>34,11</i> | 50 695 | <i>6,64</i> | 113 373 | <i>223,64</i> |
| + Reprises sur amortissements et provisions + Autres produits d'exploitation + Transfert de charges d'exploitation - Dotations aux amort.,dépréciations et provisions - Autres charges de gestion courante | | | | | | |
| RÉSULTAT EXPLOITATION | 156 254 | <i>32,49</i> | 31 383 | <i>4,11</i> | 124 871 | <i>397,89</i> |
| Bénéfice-perte sur opérations en commun + Produits financiers - Charges financières | | | | | | |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS | 156 452 | <i>32,53</i> | 31 647 | <i>4,15</i> | 124 805 | <i>394,36</i> |
| Produits exceptionnels - Charges exceptionnelles | | | | | | |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | 72 101 | <i>14,99</i> | | | 72 101 | |
| - Participation des salariés - Impôts sur les bénéfices | | | | | | |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 171 415 | <i>35,64</i> | 24 196 | <i>3,17</i> | 147 218 | <i>608,43</i> |